



Terre 20 oct. 16h35

Climat: les Européens en plein marchandage

Les ministres européens de l'environnement se retrouvent aujourd'hui à Luxembourg pour discuter du plan Climat. Chaque pays cherche à ne pas lèser ses industries, fragilisées par la récession.

[3 réactions](#)



Le Commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, en juin à Varsovie. (REUTERS)

Modifications, exemptions, modulations: les pays européens ont ouvert aujourd'hui le grand marchandage sur leur contribution pour protéger la planète du changement climatique sans affaiblir leurs industries, fragilisées par la récession.

"Le paquet tel qu'il est ne nous convient pas. Il est insupportable. Il a besoin de changements profonds": La ministre italienne de l'Environnement, Stefania Prestigiacomo, a donné la tonalité à son arrivée à Luxembourg à une réunion avec ses homologues de l'UE.

Mise aux enchères des tonnes de CO2

Ce grand marchandage européen inquiète. Le haut responsable de la lutte contre le changement climatique aux Nations unies, Yvo De Boer, craint que les Européens renoncent à donner l'exemple sur ce dossier, après les tensions constatées entre les 27 pays membres au dernier sommet.

"Si on n'arrive pas à trouver un accord en décembre, les négociations internationales sur le climat seront fortement compromises", a confirmé le ministre allemand de l'Environnement Sigmar Gabriel.

La mesure la plus controversée du plan d'action est la proposition de mettre aux enchères chaque tonne de CO2 émise par l'industrie lourde - 40% des 2,2 milliards de tonnes émises chaque année par l'Union - à compter du 1er janvier 2013 et de consacrer les fonds ainsi recueillis à la transition vers une énergie propre.

Sigmar Gabriel a renouvelé les demandes allemandes de gratuité totale pour les émissions de CO2 des secteurs de l'acier, de la chimie de base, du ciment et de la chaux - quatre secteurs à l'origine de 67% des émissions allemandes de CO2.

Principe pollueur payeur

L'Allemagne, appuyée par l'Autriche, exige en outre que les autres secteurs industriels "énergivores" - papier, verre, béton - ne soient soumis au système des enchères que pour 20% de leurs émissions au maximum.

En revanche, l'Allemagne accepte l'application intégrale du principe du pollueur-payeur dès 2013 pour les producteurs d'électricité, ce qui pose problème à huit pays.

La Pologne, la République Tchèque, l'Estonie, la Lituanie, Chypre, Malte, l'Italie et dans une certaine mesure la Hongrie "demandent des dérogations" pour leurs centrales, a-t-on indiqué.

L'UE s'est fixée comme objectifs pour 2020 de réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre, de parvenir à 20% d'énergies renouvelables dans la consommation et à 20% d'économies d'énergie.

La "ligne rouge" de Dimas

Cet engagement a été réaffirmé au sommet européen de Bruxelles la semaine dernière, mais les chefs d'Etat et de gouvernement ont renoncé dans leurs conclusions à toute référence aux "paramètres fondamentaux" du plan d'action.

Ces paramètres prévoient que les Européens contraignent leur industrie lourde à réduire de 21% ses émissions de CO2 par rapport à leurs niveaux de 2005. Et que chaque pays tienne des objectifs nationaux visant à réduire de 10% les émissions des transports, de l'agriculture, du chauffage pour les bâtiments et des déchets.

La Commission européenne est prête "à accéder aux demandes des Etats membres, mais sans porter un coup fatal aux éléments du système qui le rendent efficace, ni aux objectifs environnementaux. C'est la ligne rouge", a averti le commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas.

(Source AFP)

